

Motion adoptée à l'unanimité
lors de la session du 29 janvier 2024

Protégeons notre agriculture

Cet automne, nos campagnes nivernaises comme partout en France, voyaient de nombreux panneaux retournés à l'entrée des communes. Les agriculteurs avaient déjà le sentiment de marcher sur la tête face aux décisions des pouvoirs publics.

Aujourd'hui, c'est un mouvement d'ampleur qui prend le relais avec des manifestations et des blocages exprimant la colère, l'incompréhension et la souffrance des agriculteurs français à l'instar de leurs homologues européens.

Les agriculteurs souffrent de ne pas pouvoir vivre dignement de leur travail.

Nous entendons les témoignages d'une profession prise au piège d'une économie mondialisée, victime de la hausse des matières premières, du coût de l'énergie et des prix d'achat toujours tirés vers le bas d'une grande distribution qui applique sans scrupule des marges abusives.

Le monde agricole doit pouvoir bénéficier de prix rémunérateurs justes.

Les agriculteurs souffrent de concurrence déloyale.

Nous entendons le ras-le-bol généralisé qui s'exprime face aux importations de produits dont les normes de production ne sont pas les mêmes d'un pays à un autre. Il est temps que les règles soient les mêmes pour tous et à la hauteur des enjeux écologiques.

Les agriculteurs souffrent d'un manque d'accompagnement durable vers une transition écologique aujourd'hui comprise du monde agricole et attendue des citoyens.

Cette transition doit pouvoir s'inscrire dans la durée, en concertation avec le monde agricole, sans ordre et contre-ordre, avec des moyens dédiés et à la hauteur des enjeux écologiques.

Dans la Nièvre, comme dans d'autres départements ruraux, l'agriculture fait partie de l'ADN qui a forgé son identité.

Nous continuons à défendre un modèle agricole rural vertueux par l'aide à l'installation, l'accompagnement des mises aux normes et de l'adaptation au changement climatique.

Nous soutenons également les investissements indispensables à la transformation des produits agricoles en proximité qui permet, pour une partie des revenus, de créer de la valeur ajoutée.

Alors que 57 % des broutards Nivernais sont abattus à l'étranger, 42 % en France et seulement 6 % en Nièvre, le maintien, la modernisation et le développement des abattoirs de proximité comme ceux de Corbigny, Cosne et Luzy, tout comme les ateliers de transformation à l'image du dernier né à Saint-Benin d'Azy « la Fermille », sont indispensables à l'économie agricole locale et témoignent de notre engagement.

Mais c'est d'abord à l'État de prendre ses responsabilités.

Les élus départementaux demandent au gouvernement de prendre enfin en compte les difficultés auxquelles sont confrontés les départements comme la Nièvre qui veulent promouvoir une agriculture de qualité et de considérer les souffrances ressenties des exploitants qui font le choix de celle-ci et en conséquence de :

- leur garantir une juste rémunération
- doter les agriculteurs des outils et des moyens de production adaptés aux enjeux de la transition écologique
- annuler les dettes qui étranglent les agriculteurs les plus fragiles
- d'appliquer sans réserve et sans faiblir, la Loi EGALIM (lois pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous), garante de prix rémunérateurs pour le monde agricole
- ne pas opposer économie et écologie puisque notre souveraineté alimentaire dépend de la santé du vivant.
- Arrêter d'imposer aux paysans français des normes plus contraignantes et nombreuses que celles appliquées aux agriculteurs des pays voisins.